

Appel à une journée européenne de mobilisation

le 7 décembre 2011

ArcelorMittal : investir pour l'avenir en Europe

Les syndicats européens, réunis sous l'égide de la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM), appellent les salariés d'ArcelorMittal et de ses sous-traitants à une mobilisation européenne solidaire pour s'opposer aux fermetures d'outils, aux plans de restructurations et aux suppressions d'emplois qui, à terme, menacent la viabilité du 1er sidérurgiste européen.

Le 7 décembre, en Europe, dans tous les bassins d'emplois et tous les sites, des mouvements de grève, des débrayages, manifestations et assemblées générales des salariés auront lieu en signe de protestation contre la stratégie actuelle du groupe et en faveur de solutions alternatives qui assurent le développement de l'entreprise et de l'emploi.

Avec cette journée d'unité, les salariés et leurs représentants seront plus forts pour faire entendre leurs positions. Ils veulent exprimer leur indignation et leur inquiétude par rapport à :

- Une gestion industrielle désastreuse qui est devenue une gestion exclusivement financière et qui vise la maximisation du cash quitte à accepter des pertes de parts de marché en maintenant des prix élevés ;
- Une stratégie qui génère de plus en plus de profits et de moins en moins d'emplois (depuis 2006, ArcelorMittal a supprimé plus de 30 000 emplois en Europe) ;
- Une absence d'investissements stratégiques et même de ceux liés à la maintenance des outils et un niveau de R&D très faible notamment par rapport aux concurrents d'ArcelorMittal ;
- Une gestion aberrante des compétences et des qualifications : les licenciements se succèdent, les intérimaires bien formés sont priés de partir et les anciens salariés sont régulièrement rappelés faute de savoir-faire pour faire tourner les outils ;
- Des décisions prises unilatéralement sans concertation avec les instances de représentation du personnel et le non respect des accords existants.

Ils demandent :

- L'élaboration d'un projet industriel porteur d'avenir basé sur l'innovation, le développement des savoir-faire et la R&D pour développer l'acier de demain ;
- L'élaboration d'une politique ambitieuse de maintien et développement des compétences et du capital humain ;
- Le respect des engagements et des accords pris depuis la fusion de 2006 ;
- Le respect des droits à l'information et à la consultation au niveau national et européen en termes notamment d'une véritable prise en compte des solutions alternatives proposées par les représentants des salariés pour pérenniser les sites ;
- L'utilisation des périodes de baisse de production pour investir dans la formation des salariés, la rénovation et la modernisation des outils.

Les syndicats européens mettront tout en œuvre pour que la sidérurgie reste au cœur d'une politique industrielle européenne intégrée et indépendante. A cet effet, ils réclament l'intervention des Etats européens dans la gouvernance de la sidérurgie.